

Discours du 1^{er} août 2018 de Pierre-Alain Tschudi, maire de Meyrin

Chères Meyrinoises, chers Meyrinois,

Cher-e-s ami-e-s venu-e-s des communes voisines suisses ou françaises,

Cher-e-s ami-e-s venu-e-s de plus loin encore,

Je salue tout d'abord particulièrement nos amis français, représentants des autorités des communes françaises voisines, qui auraient presque pu devenir suisses si les pourparlers lors du traité de Paris de novembre 1815 s'étaient déroulés différemment. Tout comme Meyrin aurait pu, à l'inverse, rester française! Cette conscience des hasards de l'histoire explique notamment pourquoi -sachant que notre sort s'est décidé à Paris sans que les Meyrinois et tous les autres Gessiens n'aient eu leur mot à dire- nous, Meyrinois et Gessiens, continuons à penser que nous faisons partie d'une même communauté régionale.

Je salue également tout particulièrement nos invités de Malishevë, commune située au centre du Kosovo et représentée par son maire, Monsieur Ragip Begaj. Des liens privilégiés existent depuis plus d'une cinquantaine d'années entre la Suisse et les habitants du Kosovo, depuis que l'Union des paysans suisses, puis la Confédération, ont appelé des travailleurs de cette région à venir soutenir l'économie de notre pays en plein développement. Aujourd'hui, un Kosovar sur dix vit en Suisse et la plupart de nos concitoyens albanais ont adopté la nationalité suisse, tout en restant attachés à leur pays d'origine.

Nous sommes heureux et fiers de pouvoir partager ce moment festif et convivial entre habitants de Meyrin, mais aussi avec nos nombreux amis venus d'ailleurs.

Comme me le rappelait hier soir le maire de Malishevë, cela fait 127 ans que la Suisse célèbre sa fête nationale. Elle a instauré cette tradition -qui perdure aujourd'hui encore- non seulement pour faire comme les autres nations, mais aussi pour satisfaire la demande de nombreux Suisses vivant à l'étranger: ces expatriés souhaitaient pouvoir exprimer et afficher, lors d'une fête nationale, non seulement les liens qu'ils maintenaient avec leurs pays d'origine, mais aussi faire mieux connaître la Suisse dans leurs pays de résidence. Ces fêtes nationales hors de Suisse sont toujours d'actualité et je suis certain qu'aujourd'hui, au Kosovo comme dans de très nombreux pays du monde, une multitude de fêtes du 1^{er} août battent leur plein.

Exprimer ce qu'est la Suisse, d'où elle vient, et ce qui nous définit ou nous caractérise fait partie des « must » de tout discours du 1^{er} août. C'est en somme une histoire que nous nous racontons à l'occasion de la fête nationale, basée sur des faits et légendes qu'il n'est pas toujours aisé de distinguer. La recherche historique évolue au fil du temps, tout comme le récit sur les origines de notre pays. Cette année encore, un excellent ouvrage issu de nombreuses recherches universitaires apporte un éclairage passionnant sur l'histoire de ce territoire, qui est devenu au fil du temps la Suisse. Cet ouvrage, intitulé « Schweizer Migrationsgeschichte », montre que ce qui est permanent depuis l'apparition de l'être humain dans l'espace géographique suisse, ce sont les arrivées et départs successifs de peuplades, de tribus, de personnes, de commerçants, de mercenaires, de réfugiés économiques, politiques ou religieux, de chercheurs ou d'aventuriers, de médecins et d'ingénieurs, d'artistes ou de poètes.

Lors de la création de la Suisse moderne, au XIX^e siècle, les pères fondateurs (il n'y avait pas de mères fondatrices) ont estimé que la tribu celte des Helvètes représentait le mieux nos ancêtres et c'est pourquoi ils ont baptisé la Suisse « Confédération helvétique ». La Suisse est sans doute le seul État au monde qui revendique être originaire d'une tribu qui a brûlé ses maisons, bien décidée qu'elle était à abandonner son territoire pour se rendre dans une région plus clémente. Repoussés par Jules César, les Helvètes furent contraints de revenir, de reconstruire leurs maisons et de servir à l'Empire romain de bouclier ou de rempart contre de potentielles invasions des peuples germaniques. Finalement, ceux-ci ont tout de même pénétré leur territoire et ce de manière plus ou moins pacifique, les uns maintenant leur langue d'origine, les autres, les Burgondes, s'assimilant très vite à la population et adoptant la langue locale. Cela explique pourquoi la Suisse est aujourd'hui plurilingue. Le point commun de toutes les communautés humaines de l'histoire ayant peuplé l'espace géographique de la Suisse actuelle est cette volonté, cette nécessité de partir ou de venir pour chercher un meilleur destin.

Les Suisses, auteurs présumés du Pacte de 1291, lu par le président du Conseil municipal, étaient aussi issus de la migration. Dans le livre blanc de Sarnen de 1456, d'où nous tenons notamment l'histoire du serment du Grütli et celle de Guillaume Tell, nous apprenons que c'est l'Empire romain qui a autorisé des tribus, notamment venues de Suède et de Frise, à défricher le territoire d'Uri, de Schwytz et d'Unterwald afin de s'y installer. L'histoire de la Suisse est ainsi, de tous temps et depuis l'arrivée des premiers humains, une histoire de migrations.

Cela entraîne deux conséquences majeures : le monde entier se trouve chez nous et nous nous trouvons dans le monde entier. De grands artistes, écrivains et poètes, de grands chercheurs, entrepreneurs, de grands visionnaires et révolutionnaires du monde entier ont séjourné en Suisse. De la même façon que de grands artistes suisses, de grands entrepreneurs et ingénieurs suisses, de grands chercheurs et de grands visionnaires suisses ont rayonné dans le monde entier. La Suisse et les Suisses ont ainsi pu, avec plus ou moins de bonheur, avec plus ou moins de succès, que ce soit ici ou ailleurs, partager leurs expériences et leurs compétences et s'enrichir de celles des autres. Ce qui fait dire aux Suisses orgueilleux du XIX^e siècle qui ont créé la Suisse moderne que notre seule richesse est notre matière grise, notre intelligence. Cette intelligence nous vient de notre esprit d'ouverture, des échanges d'expériences et de savoirs que la Suisse a, de tous temps, su développer avec le monde. Le deuxième élément qui nous ressemble et nous rassemble, après notre grande diversité, est donc notre intelligence d'apprendre des autres, de cultiver les valeurs et une culture de la diversité.

Oui, chers amis, de tous temps les Suisses sont issus de l'immigration. Ce que l'exposition permanente du Musée national suisse à Zurich souligne très bien en indiquant que « personne n'est là depuis toujours ». Et c'est sans doute ceci qui nous fédère, nous ressemble et nous rassemble le plus: nous sommes tous des immigrés ou des émigrés de plus ou moins fraîche date. Plus d'un Suisse sur dix vit aujourd'hui à l'étranger. Plus d'un tiers de la population résidant actuellement en Suisse y est arrivé au cours de ces cinquante dernières années. Tous les Suisses n'ont pas toujours eu conscience de la richesse que constitue ce métissage, ce brassage des cultures qui nous a construit et a fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Il y a encore cinquante ans, la police des étrangers considérait que l'huile d'olive n'avait pas sa place dans une cuisine suisse et que de se retrouver entre voisins le soir devant son immeuble pour boire un verre de rouge et rigoler ensemble était signe d'italianisation, et donc d'une absence totale d'intégration aux valeurs suisses. Ces idées saugrenues étaient alors influencées par des théories nationalistes complètement contraires aux

valeurs fédératrices suisses. Les Suisses, dans leur grande majorité, quelles que soient leurs divergences et leurs différences, ont toujours souligné que leur unité et leur force reposaient sur la reconnaissance de leur diversité culturelle, linguistique et économique. Et Meyrin la pluriculturelle, la plurilingue, la Commune aux 145 nationalités, la cosmopolite qui, de par les multiples origines de ses habitants, entretient des liens familiaux, amicaux, culturels et professionnels avec le monde entier, est une commune que l'on peut de ce fait qualifier de « typisch schweizerisch », de typiquement suisse.

En revanche, je ne suis pas certain que les nombreuses personnes réunies sur la Campagne Charnaux ce soir aient un attachement particulier au Pacte de 1291. Je trouve légitime de se demander ensemble s'il est nécessaire de continuer à le lire chaque année. Ne plus le lire libérerait le Président du Conseil municipal de l'obligation d'intégrer le Pacte dans son discours. L'authenticité et surtout la portée de ce document par rapport à d'autres traités de l'époque sont très discutables. J'ai enquêté et constaté que peu de communes suisses et genevoises le lisent lors de leur fête nationale. Quand Genève a rejoint la Suisse, en 1815, les cantons de Suisse centrale que nous mettons en exergue lors de la lecture du Pacte ont exprimé leur désapprobation: accueillir des Genevois qui n'avaient pas la même langue et encore moins la même religion qu'eux leur paraissait alors synonyme de danger pour la Suisse. L'histoire leur a donné clairement tort, puisque la grande force de la Suisse consiste précisément à savoir intégrer des gens venus d'ailleurs. Une autre grande force de notre pays repose sur sa capacité à conclure des pactes et des accords, à signer des conventions et des traités internationaux et à préserver ainsi ses intérêts. En se rendant dépendante des autres à travers ces accords internationaux, la Suisse, malgré sa petite taille, préserve paradoxalement son indépendance. Remettre en cause ses accords comme le fait une initiative - qui de surcroît se réfère au pacte de 1291 (celles et ceux qui ont le droit de vote au niveau fédéral pourront s'exprimer à ce sujet le 25 novembre prochain) - c'est isoler la Suisse. Je suis convaincu que le peuple refusera massivement cette initiative qui affaiblirait durablement notre pays.

Si je propose de ne plus lire le Pacte fédéral de 1291, il me paraît en revanche nécessaire, lors de notre fête du 1^{er} août, de nous remémorer quelques fondamentaux du pacte le plus récent que les Suisses ont conclu et qui devraient nous fédérer: je parle évidemment de notre Constitution fédérale, dont nous célébrerons le 20^e anniversaire l'an prochain. Je ne serais pas opposé à ce qu'on profite du 20^e anniversaire de son adoption pour remplacer la lecture du pacte par celle de quelques extraits de cette Constitution.

Dans le préambule de la Constitution, le peuple et les cantons suisses affirment leur conscience de « leur responsabilité envers la Création ». Ce qui signifie que les Suisses considèrent qu'ils ont une responsabilité sur le devenir de notre planète, une responsabilité qu'ils affirment vouloir assumer « dans un esprit de solidarité et d'ouverture sur le monde ». Ils soulignent leur détermination « à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et à assumer leur responsabilité envers les générations futures ». Dans l'article 2, cette responsabilité envers la Création est précisée : il s'agit d'un engagement « en faveur de la conservation durable des ressources naturelles et en faveur d'un ordre international juste et pacifique ».

Cet engagement, cher-e-s ami-e-s, est très fort et n'est pas à prendre à la légère.

Certains objecteront que cela implique les autorités, les gouvernements, les politiciens, mais ne les concerne pas personnellement, individuellement, qu'ils ne font pas de politique et non pas l'intention d'en faire. S'il est vrai que la préservation de notre planète terre et de ses habitants est une tâche de l'Etat, l'article 6 de la Constitution dit explicitement que toute personne (et je dis bien

toute personne, pas seulement les politiciens, pas seulement les Suisses) « contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'Etat et de la société ». Ce qui signifie en clair que la démocratie suisse ne peut vraiment fonctionner qu'avec des citoyennes et des citoyens qui s'impliquent. Être citoyen en Suisse, ce n'est ni être un spectateur, ni être un client. Ce qui caractérise les Suisses, en tous cas à la lecture de notre Constitution, ce n'est pas uniquement notre diversité culturelle et notre diversité d'opinion, c'est aussi l'engagement de chacune et chacun selon ses forces à faire vivre ce pays dans un esprit de solidarité et d'ouverture sur le monde, et donc d'exercer activement son devoir de citoyenne et de citoyen. Ce n'est pas forcément faire de la politique au sens étroit du terme, c'est aussi s'impliquer dans sa vie individuelle et personnelle pour préserver nos ressources naturelles, prendre soin des voisins, bref, faire société.

D'autres me diront qu'ils ou elles vivent une situation personnelle trop difficile pour pouvoir apporter leur part à une amélioration de notre société. Il est vrai que la magnifique croissance et prospérité qu'a connue la Suisse ces dernières années n'a pas tenu toutes ses promesses. Elle n'a pas amélioré les conditions de vie de toutes et de tous. Au contraire, les inégalités et la pauvreté ont augmenté. La Constitution fédérale ne l'occulte pas, puisqu'elle nous incite à agir selon nos forces. Mais en plus, dans son article 12, il est dit que quiconque « n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine ». Et je souligne que les Suisses ont décidé qu'être aidé est un droit. Si quiconque doit pouvoir bénéficier des moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine, quiconque devrait aussi être en mesure de contribuer à accomplir des tâches pour la société, donc de s'engager. Or c'est bien ce que tout le monde souhaite, me semble-t-il: je ne connais personnellement personne qui ne souhaite pas être utile, reconnu et apprécié pour ce qu'il ou elle peut apporter aux autres.

Ce qui m'amène à dire que le serment légendaire de la prairie du Grütli fréquemment sollicité lors de la fête du 1^{er} août doit, certes, continuer à faire partie de notre patrimoine culturel suisse, mais pourrait être enrichi, puisque l'aventure suisse et l'aventure humaine se poursuivent, par un nouveau pacte: le serment de la Campagne Charnaux. L'endroit et plus spacieux que la prairie du Grütli et les personnes présentes ce soir plus représentatives de la diversité helvétique.

Quelle serait l'utilité d'un tel serment et quel en serait le contenu? Dans l'esprit, cela ressemblerait fortement à la fois au Pacte de 1291 et à la Constitution fédérale de 1999. C'est-à-dire qu'on y exprimerait d'abord une appartenance et une conscience de responsabilité et ensuite un engagement, une appartenance à une collectivité communale et régionale, à un pays et à une planète, la Terre ainsi qu'une responsabilité de préserver ce bien commun, y compris pour les générations futures. Enfin, on y définirait un programme d'actions pour faire face aux défis qui nous attendent ainsi que notre volonté de les relever, afin de transmettre un monde vivable aux prochaines générations.

Alors que depuis trente ans, les experts nous alertent des changements climatiques liés à l'activité humaine, nous reportons les mesures nécessaires à prendre à plus tard, à trop tard peut-être. Ou nous feignons de ne pas voir le problème. Mais que dirons-nous à nos petits-enfants qui nous accuseront de ne pas avoir été à la hauteur, alors que nous savions que nous commettions des dommages irréversibles à notre environnement et à la biodiversité? Nous leur dirons que nous étions esclaves d'une économie qui n'était pas prioritairement destinée à répondre aux besoins des humains -ce qui aurait dû être son seul objectif- mais à une obligation de profit et de croissance sans fin. Nous leur dirons que nous réalisons bien que cette économie et le train de vie dans lequel nous nous étions laissés entraîner et piéger, épuisaient les ressources naturelles, massacraient notre écosystème et la biosphère, et nous soumettaient à la consommation de biens non durables et de qualité médiocre, produisant des montagnes de déchets, polluant l'air que nous respirions et l'eau

que nous buvions, nous nourrissant d'aliments industriels malsains, tout cela au détriment de la santé de la terre et des êtres humains qui l'habitent.

Aujourd'hui, notre difficulté à réduire nos émissions de gaz à effet de serre, à prendre en main sérieusement notre santé et donc aussi notre alimentation, à protéger nos enfants et à nous engager pour un changement de nos modes de vie repose aussi sur le fait qu'il nous est encore difficile d'imaginer que d'autres modèles économiques existent.

Des modèles qui s'appuient sur une économie de proximité, au service de l'humain, une économie ne consommant pas plus de ressources en une année que la planète n'est capable d'en produire. Une économie qui reconnaît l'utilité et la contribution de chacune et de chacun, qui crée de l'emploi et des activités pour toutes et tous, qui recrée et renforce les liens, le partage, la collaboration. Une économie de proximité, de qualité, mettant sur le marché des aliments sains, issus d'une agriculture paysanne de proximité et non d'une agriculture industrielle, une économie du bien-être et du bien-vivre. Cette économie existe et ne demande qu'à être développée. C'est ce à quoi nous devons nous atteler, toutes et tous, pour répondre aux engagements pris dans notre Constitution fédérale. Ces engagements sont plus faciles à tenir au niveau communal ou régional qu'au niveau mondial, mais ils sont la part que nous nous devons d'apporter, à travers nos activités, à la communauté humaine dont nous faisons partie. Rien ne sert d'attendre ou de faire l'autruche, tôt ou tard, nous y serons contraints. En citoyens libres, lucides et responsables, choisissons librement de construire ensemble la société de demain. Fédérons-nous pour conclure rapidement un **PACTE** pour l'avenir: un « **Plan d'Action Commun** ou communal pour la **Transition Ecologique** ».

De nombreux habitants de notre belle commune ont déjà pris leur destin en main, ont choisi d'agir plutôt que de subir, de faire selon leurs forces tout ce qu'ils pouvaient pour assurer un avenir à nos enfants et petits-enfants dans un monde pacifié et vivable. Ensemble, ils et elles font du maraîchage urbain, ensemble ils et elles tissent des liens avec les agriculteurs de la région, ensemble ils et elles initient des projets de coopérations avec des collectivités dans les pays du Sud, ensemble ils et elles créent des lieux d'échange, de partage, de solidarité, de culture et de fête. Ils et elles s'ont engagés dans une course au bonheur, qui n'est plus celles de la société de consommation. Ils et elles construisent à travers leur engagement une cohésion forte qui leur permet d'envisager l'avenir avec optimisme. Et ils et elles s'aperçoivent que cela produit du bonheur, de la convivialité, à l'image de la fête de ce soir que je vous souhaite à toutes et à tous très belle et pour laquelle j'aimerais remercier toutes les personnes qui l'ont rendue possible, collaboratrices et collaborateurs de la commune de Meyrin, membres des associations communales présentes ce soir, ainsi que vous tous et toutes qui par votre présence citoyenne, libre et responsable, exprimez votre fierté d'appartenir à notre communauté de destin.

Vive Meyrin, vive la Suisse, et longue vie à notre planète Terre!

Pierre-Alain Tschudi, maire, 1^{er} août 2018